

AG du 31 mars 2019

compte-rendu

Bilan semaine passée.....	1
Pic-nic samedi 11h au Rond-Point de la Peyrade.....	1
AGs en place publique ?.....	1
Projection « La Sociale », jeudi 18h à Frontignan.....	1
Défilé du premier mai.....	1
Synthèse des « doléances ».....	2
Commission juridique.....	2

Bilan semaine passée

Manifestation à Loupian pour le passage de François de Ruyg.
Projection du film de Ruffin à Mèze, avec débat Gilet Jaune très productif.
Réunion organisée à Poussan par Julie, sur l'économie. À poursuivre.

Pic-nic samedi 11h au Rond-Point de la Peyrade

Le rendez-vous de jeudi a été un fiasco : ils se sont retrouvés juste à 7 et se sont rabattus sur la cible. Des heures de RDV différentes avaient été données, et finalement on était beaucoup plus.

On propose de reproduire l'opération cette fois le samedi. Les gens seront peut-être plus détendus, et ça permet à ceux qui partent l'après-midi à Montpellier de participer aussi.

AGs en place publique ?

La proposition est lancée de faire les prochaines AGs sur une place publique, comme à Montpellier ils la font au Peyrou. Ça permet aux gens de voir comment on fonctionne, d'observer à distance et de se rapprocher plus progressivement.

On pourrait tourner selon les semaines, dans les différentes villes du Bassin de Thau.

Projection « La Sociale », jeudi 18h à Frontignan

Salle Voltaire (dans le parc Orsetti), diffusion du film *La Sociale*, sur l'histoire de la Sécu. La projection sera suivie d'un entracte avec verre de l'amitié, vers 19h30, puis d'une mini-conférence / débat. Entrée libre.

Toutes les bonnes volontés sont bienvenues pour aider.

Défilé du premier mai

La LDH propose d'organiser la coordination entre toutes les organisations en lutte, en vue de la manifestation du 1^{er} mai. Ce qui pose une fois encore la question du comportement des cadres syndicaux. Après l'échec de la grève du 19 mars, où les GJ du Bassin de Thau ont fait tout le travail (18 000 tracts environ), la discussion fait apparaître la nécessité de poser des conditions à cette initiative. Certains appellent à soutenir plutôt l'opération annoncée pour le samedi 4 mai (« Printemps des Gilets Jaunes »). La proposition est alors émise de poser la condition suivante à notre participation : que l'appel à manifester contienne dès le départ un appel à rejoindre le Printemps des Gilets Jaunes (à partir) du samedi 4 mai.

Ces propositions sont soumises au vote détaillé :

- Vote n°1 sur le soutien à l'initiative de la LDH
> 36 pour / 2 abstentions / 2 contre.
- Vote n° 2 sur le fait de conditionner notre participation à l'assurance qu'on ne négociera pas en notre nom
> adopté à l'unanimité
- Vote n° 3 sur le fait de conditionner notre participation à la mention du Printemps des Gilets Jaunes.
> 34 pour / 3 contre / 3 abstentions
- Vote indicatif : si ces conditions ne sont pas retenues, qui ira quand même manifester le 1^{er} mai ?
> 17 lèvent la main

Ce vote sera transmis à la LDH.

Synthèse des « doléances »

La commission « Doléances » présente la synthèse effectuée à partir des cahiers de doléances de Sète et de Frontignan.

Résumé rapide (voir annexe page suivante)

Autres remarques de l'assemblée :

- La commission souligne la diversité des propositions d'ordre institutionnel, au-delà du RIC (assez peu évoqué) : VI^{ème} République, proportionnelle...
- Elle souligne aussi le caractère extrêmement minoritaire des doléances à caractère xénophobe (« Pacte de Marrakech »...) : 5 sur 305.

Les difficultés de méthode :

- l'accumulation de revendications exprimées individuellement ne fait pas une revendication collective > Pas des revendications, mais des « orientations » générales.
- C'est une synthèse, qui cache beaucoup de choses. Il y a des positions anti-capitalistes, et d'autres plus réformistes.
- C'est une photo à un moment donné, qui oublie des choses.
« Oui, c'est pas fini, il faut continuer à les construire. Mais là c'est une manière d'aller vers les gens. Nous on sait pourquoi on est dans le mouvement, et pourquoi on y reste. Mais il faut aller vers les autres, pour leur expliquer... »

Suites à donner ?

- Utiliser cette synthèse pour amorcer un genre de dialogue, aller vers les gens et présenter le mouvement.
- Organisation de réunions d'échange, notamment à destination des autres collectifs.
Prendre tous les thèmes abordés sans les dissocier, pour concevoir le mouvement dans sa globalité, sans retomber dans une logique traditionnelle.

> Propositions votées à l'unanimité.

Commission juridique

Continuons d'accompagner les personnes qui ont des ennuis judiciaires. Encore quatre gilets jaunes du Bassin de Thau ont été interpellés cette semaine.

N'oublions pas T. et B. qui sont incarcérés. N'hésitez pas à leur écrire, et à nous contacter pour connaître leur numéro d'écrou.

Synthèse des doléances recueillies

Méthode :

Le recueil des doléances a été réalisé de manière autonome par plusieurs groupes, sur Sète (AG), Poussan (péage), Mèze (collectif) et Frontignan (cahier et marché). Nous comptabilisons de mi-décembre à fin février 182 contributions pour 305 doléances exprimées. Ce recueil est une image à un moment donné des revendications des citoyens qui se sont adressés aux Gilets Jaunes. L'âge moyen des citoyens ayant participé est de 59 ans, à prendre en compte dans l'analyse.

Ces doléances ont été retranscrites en un tableau récapitulatif disponible, et regroupées en thèmes par les membres de la commission après débats. Des synthèses et analyses ont été réalisées par thème. Ce travail a réuni 12 personnes contributrices. Il tente d'être le plus fidèle possible aux contributions reçues, dans la diversité de leurs expressions. Certaines revendications pouvant être contradictoires, cette synthèse met en valeur les orientations principales.

Classification par thèmes retenue, en fonction des doléances traitées :

- **Justice sociale (100 occurrences)** : se rapporte au travail et aux caisses de solidarités par cotisation (chômage, retraites, famille et maladie)
- **Justice fiscale (65 occurrences)** : touche à la fiscalité et à la façon dont elle est répartie (entreprises, particuliers, TVA, etc...)
- **Mise en question des modèles institutionnels (89 occurrences)** : revendications liées au modèle politique, au statut et rôle des élus.
- **Santé – éducation – environnement (31 occurrences)** : ces thèmes étant moins présents, nous les avons regroupés en un corpus qui nous semble cohérent.
- **Autres (14)** : invectives, utopie et références à l'immigration (4 doléances / 305).

Synthèse générale :

Un sentiment d'injustice s'exprime, les citoyens identifient la fiscalité et la redistribution des richesses du travail comme injustes. Côté social, sont dénoncés la faiblesse des retraites, pensions et salaires, le manque de reconnaissance des métiers précarisés. Sur le thème fiscal, un ras le bol de trop payer de charges et de taxes s'exprime de façon brute et « pour soi » dans 1/3 des doléances, en demandant plus de redistribution dans la moitié. Cela débouche sur une défiance vis-à-vis des dirigeants politiques nationaux actuels (« démission », « suppression des « privilèges » des élus »).

Les citoyens de notre territoire identifient des leviers pour faire face à cette injustice subie, et la perte de confiance entre la population et les institutions. Il y a une attente de voir rééquilibrée la fiscalité portant sur les entreprises (conservation du CICE pour les TPE et PME uniquement, taxation des GAFA, des grands groupes), les particuliers (TVA injuste, retour de l'ISF, révision de l'impôt sur le revenu). La lutte contre l'évasion fiscale est aussi identifiée. Niveau social, une exigence de voir les pensions et les salaires augmentés, la protection sociale et les services publics renforcés. Les leviers institutionnels portent sur une remise en cause du Sénat, un questionnement sur le rapport à l'Europe, et la nécessité de revoir le fonctionnement démocratique de nos institutions : l'appel au Référendum d'initiative Citoyenne apparaît 10 fois / 89, mais d'autres solutions sont imaginées, plus large avec une 6^{ème} république ou plus spécifiques (proportionnelle à l'assemblée).

Si les thèmes de la santé et de l'environnement sont moins présents, ils proposent des leviers de transformation. Un premier bloc regroupe l'appel au boycott des grandes enseignes, au consommer local, au développement de l'emploi local. Un deuxième concerne la santé au travail et liée à l'activité industrielle. Un troisième groupe est de l'ordre revendicatif plus général, rappelant à tous que le mouvement des gilets jaunes se bat pour « l'avenir de nos enfants ».